



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIRET

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°45-2018-221

PUBLIÉ LE 7 DÉCEMBRE 2018

# Sommaire

## **Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret**

45-2018-12-07-002 - Arrêté autorisant les agents agréés du service interne de la sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité (2 pages)

Page 3

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2018-12-07-002

Arrêté autorisant les agents agréés du service interne de la sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité

*TTU*

## PRÉFET DU LOIRET

Préfecture  
Cabinet du Préfet  
Direction des sécurités  
Bureau de la Sécurité Publique

### **ARRÊTÉ du 07 décembre 2018 autorisant les agents agréés du service interne de la sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité**

Le Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 2251-1 et L. 2251-9 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-2 ;

Vu le décret n°2007-1322 du 7 septembre 2007 relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF ; notamment son article 7-4 ;

Vu le décret n°2015-845 du 10 juillet 2015 relatif aux prestations de sûreté fournies par le service interne de sécurité de la SNCF ;

Vu la demande présentée par le chef d'agence Centre Val de Loire de la Direction de zone de sûreté Ouest de la SNCF, sollicitant une autorisation de palpation pour la période du vendredi 7 décembre 2018 au vendredi 21 décembre 2018 inclus ;

Vu le décret du 2 août 2017 nommant Monsieur Jean-Marc FALCONE, Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret ;

Considérant qu'en application de l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF, spécialement habilités à cet effet et agréés par l'État, ne peuvent réaliser des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transport, que dans les limites de durée et de lieux déterminés par l'arrêté préfectoral constatant l'existence de circonstances particulières susceptibles d'engendrer une menace grave pour la sécurité publique ;

Considérant que les précédentes manifestations de mouvement des « gilets jaunes » ont été le théâtre de débordements violents ayant engendré une menace grave et répétée pour la sécurité publique ; que les transports en commun constituent une cible particulièrement vulnérable au cours des week-ends ;

Considérant que l'état de la menace précitée caractérise l'existence de circonstances particulières susceptibles d'engendrer une menace grave et répétée pour la sécurité publique au sens des articles L. 613-2 du code de la sécurité intérieure et 7-4 du décret du décret du 7 septembre 2007 ;

Considérant que les prochaines manifestations débutent le vendredi 7 décembre 2018 et s'achèvent le vendredi 21 décembre 2018 ;

Considérant qu'en application des articles L. 2251-9 du code des transports et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure, les agents du service interne de sécurité de la SNCF peuvent procéder à l'inspection visuelle des bagages et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire, en plus des prérogatives précitées, de permettre aux agents du service interne de sécurité de la SNCF, spécialement habilités à cet effet et agréés par l'État, de procéder, avec le consentement de leur propriétaire, à des palpations de sécurité ;

Sur la proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** du vendredi 7 décembre 2018 au vendredi 21 décembre 2018 inclus, les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF sont autorisés à procéder, avec le consentement de leur propriétaire, à des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transport situés dans les lieux suivants :

- gare d'Orléans ;
- gare de Fleury-les-Aubrais.

**Article 2 :** le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication, d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Loiret (181 rue Bourgogne, 45042 ORLEANS cedex 1) ; d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur (Place Beauvau, 75008 PARIS) ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans (28, avenue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS Cedex). Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 3 :**

La sous-préfète, directrice de cabinet de Monsieur le Préfet du Loiret et Madame la Directrice départementale de la sécurité publique sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Orléans.

Fait à Orléans le 07 décembre 2018

Le Préfet

Signé

Jean-Marc FALCONE